

#1



## COMPLETE

**Collector:** Web Link 1 (Web Link)

**Started:** Friday, May 27, 2016 2:08:04 PM

**Last Modified:** Friday, May 27, 2016 2:50:17 PM

**Time Spent:** 00:42:12

**IP Address:**

### PAGE 2: Partie I – Informations générales sur les participants

#### Q1: Adresse

Nom et prénom du contact

Xhonneux Valérie

Organisation/entreprise

Inter-Environnement Wallonie

Pays

Belgique

E-mail

**Q2: Si vous avez un numéro d'identification au registre de transparence, veuillez l'indiquer ci-dessous. Si votre organisation n'est pas inscrite dans le registre de transparence, vous avez la possibilité de l'inscrire via ce lien. Si votre organisation répond sans être enregistrée, la Commission considèrera votre réponse comme celle d'un particulier, et par la suite, publiera votre réponse séparément.**

318640620183-35

**Q3: Les contributions reçues peuvent être publiées sur le site web de la Commission européenne, avec l'identité du contributeur. Veuillez préciser votre préférence à l'égard de la publication de votre contribution. Il convient de noter que, quelle que soit l'option choisie, votre contribution peut faire l'objet d'une demande d'accès aux documents en vertu du règlement 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Dans de tels cas, la demande sera évaluée en fonction des conditions énoncées dans le règlement et en conformité avec les règles de protection des données applicables.**

Ma contribution peut être publiée sous le nom et le prénom indiqués ; je déclare que son contenu n'est pas soumis à des restrictions de droit d'auteur qui empêcheraient sa publication.

**Q4: Il se peut que nous ayons besoin de vous contacter afin de clarifier certaines de vos réponses. Veuillez préciser votre préférence ci-dessous :**

Vous pouvez me contacter

**Q5: Veuillez indiquer si vous répondez à ce questionnaire en tant que :**

Organisation non-gouvernementale (ONG)

**Q6: Si vous répondez en tant qu'entreprise ou association professionnelle/industrielle, veuillez préciser votre/vos domaine(s) d'intérêt/d'activité – les lettres entre parenthèses correspondent à un code NACE [choix multiple] :**

*Respondent skipped this question*

**Q7: Si vous répondez en tant qu'entreprise, veuillez préciser la taille de votre entreprise :** La définition des petites et moyennes entreprises dépend du nombre d'employés, du chiffre d'affaires annuel, ou du bilan d'entreprise. Veuillez consulter le site web suivant : [http://ec.europa.eu/growth/smes/business-friendly-environment/sme-definition/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/growth/smes/business-friendly-environment/sme-definition/index_en.htm)

*Respondent skipped this question*

**Q8: Veuillez préciser si votre entreprise est active sur le plan :**

National

### PAGE 3: Partie II – Questions générales

**Q9: Selon vous, dans quelle mesure est-il important qu'il existe, au niveau de l'UE, une législation sur les produits chimiques et apparentée aux produits chimiques\* permettant d'atteindre les objectifs suivants ? (1 = pas important ; 5= très important)\*** Cela comprend toute la législation qui relève de ce bilan de qualité. Cela inclut la législation régissant l'identification et la classification des dangers, ainsi que les mesures de gestion des risques, y compris la législation sur la sécurité des travailleurs, le transport, l'environnement, les contrôles de produits chimiques et leurs textes d'application, hors règlement REACH. Voir une liste complète de la législation ici.\*\* Le marché intérieur de l'Union européenne (UE) est un marché unique où les biens, les services, le capital et les personnes peuvent se déplacer librement à travers les frontières. L'un des principaux objectifs de la législation sur les produits chimiques et apparentée aux produits chimiques est de créer un marché unique pour les substances et les mélanges chimiques, ainsi que pour les produits contenant des substances chimiques.

Protection de la santé humaine	5
Protection de l'environnement	5
Bon fonctionnement du marché intérieur**	5
Amélioration de la compétitivité et de l'innovation	5

**Q10: Selon vous, la législation sur les produits chimiques et apparentée aux produits chimiques a-t-elle été efficace dans la réalisation des objectifs suivants ? (1= pas efficace, 5= très efficace).** Veuillez ne tenir compte que des dispositions de la législation qui sont relatives aux produits chimiques.

Protection de la santé humaine	3
Protection de l'environnement	3
Bon fonctionnement du marché intérieur	5
Stimulation de la compétitivité et de l'innovation	3

**Q11: Si vous pensez que la législation sur les produits chimiques et apparentée aux produits chimiques n'est pas efficace (1) ou seulement assez efficace (2,3), veuillez en préciser les raisons en choisissant une des options suivantes :**

Protection de la santé humaine	La législation n'est pas mise en œuvre efficacement
Protection de l'environnement	La législation n'est pas mise en œuvre efficacement
Bon fonctionnement du marché intérieur	La législation n'est pas mise en œuvre efficacement
Amélioration de la compétitivité et de l'innovation	La législation n'est pas mise en œuvre efficacement

**Q12: Dans quelle mesure la législation sur les produits chimiques et apparentée aux produits chimiques a-t-elle eu une valeur ajoutée supérieure à celle qui aurait pu être atteinte par l'action au niveau national ? [Un seul choix] (1= pas de valeur, 5= très forte valeur)**

Degré de valeur ajoutée par rapport à l'action au niveau national	5
---	---

#### PAGE 4: Partie III – Questions spécifiques

**Q13: Pour les entreprises : Veuillez choisir la législation qui réglemente ou qui a un effet sur votre secteur ou les activités de votre entreprise. Pour toutes les autres parties prenantes : Veuillez choisir la législation dont vous avez connaissance**

Produits phytopharmaceutiques (Règlement (CE) No 1107/2009)  
,  
Produits biocides (Règlement (UE) No 528/2012) ,  
REACH, Annexe XIII (Règlement (CE) No 1907/2006)  
,  
Directive cadre sur l'eau (Directive 2000/60/CE) ,  
Résidus de pesticides (Règlement (CE) No 396/2005)  
,  
Label écologique de l'UE (Règlement (CE) 66/2010) ,  
Sécurité des jouets (Directive 2009/48/CE)

#### PAGE 5: Efficacité

**Q14: Dans le cadre législatif de l'UE pour les produits chimiques, les mesures de gestion des risques se fondent, dans certains cas, directement sur le danger identifié en tenant compte des considérations générales des risques (par exemple, l'exposition généralisée ou l'exposition de groupes vulnérables), qui justifient l'adoption automatique de telles mesures. Dans d'autres cas, les mesures de gestion des risques sont déterminées sur la base d'une évaluation spécifique des risques qui évalue la probabilité d'effets néfastes sur la santé et sur l'environnement résultant des scénarios d'exposition spécifiques liés aux utilisations proposés du produit chimique. Pensez-vous que la législation sur les produits chimiques et celle apparentée aux produits chimiques doivent, généralement :**

b. Être plus orientées vers des considérations générales des risques (à savoir adopter des approches prudentes, malgré le fait que certaines utilisations d'un produit chimique qui sont dans l'intérêt de la société puissent être limitées)

Si vous avez répondu a ou b, expliquez votre réponse.

Une approche basée sur l'évaluation spécifique des risques, qui ne permet l'exclusion du marché que lorsque les autorités peuvent prouver un dommage, ne permet pas d'assurer un niveau élevé de protection de la santé ou de l'environnement. Une approche plus générale, qui donne plus d'importance aux profils de danger des substances, assurerait une meilleure protection de la santé, et soutiendrait l'innovation et l'investissement dans la recherche de ces effets avant la mise sur la marché des produits. Dans le cas de certaines substances, comme les nanomatériaux, les données sont beaucoup trop lacunaires, et les incertitudes énormes. Une approche plus précautionneuse devrait encadrer leur mise sur le marché.

**Q15: En dehors de l'élément de danger et/ou de risque que peut représenter une substance chimique ou un mélange, pensez-vous que tous les éléments pertinents sont pris en compte lors de la prise de décision en matière de gestion des risques (par exemple, les effets combinés des produits chimiques, l'existence de groupes vulnérables, les répercussions sur l'emploi ou sur la compétitivité de l'industrie européenne, etc.) ? Veuillez expliquer votre réponse.**

Non,

Si vous avez répondu non, veuillez expliquer quels éléments ne sont pas (suffisamment) pris en compte, et, le cas échéant, expliquer à quel texte législatif vous faites référence.

Les groupes vulnérables et les effets cocktails sont insuffisamment pris en compte pour le moment, et notamment dans le cas des nanomatériaux, pour lesquels il manque de dispositions spécifiques d'encadrement dans la législation européenne, ainsi que de données scientifiques

**Q16: Selon vous, dans quelle mesure les éléments suivants du cadre législatif global de l'UE sur les produits chimiques sont-ils satisfaisants ? (1= pas satisfaisants, 5= très satisfaisants)**

Transparence des procédures	1
Rapidité avec laquelle les dangers/risques sont identifiés	1
Rapidité avec laquelle les mesures de gestions des risques sont adoptés	1
Temps d'adaptation laissé aux responsables	5
Prévisibilité des résultats	5
Stabilité du cadre juridique	5
Clarté des textes législatifs	3
Documents d'orientation et accompagnement dans la mise en œuvre	3
Mise en œuvre et application efficaces dans tous les États membres	3
Mise en œuvre et application cohérentes dans tous les États membres	3
Sensibilisation du public	1
Collaboration et harmonisation internationale	4

Veillez expliquer vos réponses et énumérer tout autre aspect que vous considérez comme pertinent. Si vous pensez à un texte législatif spécifique, veuillez le préciser.

Nous constatons un manqué de transparence dans le refus de l'EFSA de publier les études industrielles sur lesquelles elle base ses évaluations L'identification des substances extrêmement préoccupantes est beaucoup trop lente (168 substances inscrites alors que des milliers de substances ont été identifiées comme SVHC) La Directive cadre eau priorisait les substances qui devaient être gérées par les Etats Membres pour 2010. Les données viennent à peine d'être publiées, près de la moitié des Etats-Membres retardant l'adoption des PGDH. Notons aussi l'absence de régulation des nanomatériaux, l'absence de publication des critères d'identification des perturbateurs endocriniens, etc.

**Q17: Selon vous, dans quelle mesure les éléments de gestion des risques suivants sont-ils satisfaisants ? (1= pas satisfaisants, 5= très satisfaisants)**

Critères d'identification des dangers	1
Evaluation des risques et leur caractérisation	2
Mesures de communication des risques et des dangers à l'adresse des consommateurs (par exemple, étiquettes, pictogrammes, etc.)	2
Mesures de communication des risques et des dangers à l'adresse des travailleurs (par exemple, étiquettes, pictogrammes, fiches de données de sécurité, etc.)	3
Mesures de gestion des risques limitant ou interdisant l'utilisation de produits chimiques	2
Mesures de gestion des risques régissant l'utilisation en toute sécurité de produits chimiques (par exemple, les exigences relatives à l'emballage ou celles relatives à l'utilisation des équipements de protection individuelle)	2

Si vous avez répondu 1, 2 ou 3 aux questions ci-dessus et vous souhaitez fournir des informations supplémentaires, (notamment sur les textes législatifs spécifiques) veuillez expliquer vos réponses.

Il manque encore énormément d'informations sur la toxicité des substances, les effets cocktails, les effets des perturbateurs endocriniens, les effets faibles doses et les fenêtres de vulnérabilité. Les modèles de caractérisation de l'exposition ne reflètent pas l'exposition réelle des citoyens. De plus, les consommateurs et les travailleurs n'ont que difficilement accès à l'information quant à la présence de substances toxiques dans les produits qu'ils manipulent. Il faut absolument accélérer la mise en oeuvre de REACH

**Q18: Les données de sécurité pour les produits chimiques sont soumises à des critères de qualité, notamment aux bonnes pratiques de laboratoire (BPL), visant à assurer la fiabilité et la reproductibilité des données. Pensez-vous que ces critères sont appropriés ?**

Non,

Si vous avez répondu non, veuillez expliquer votre réponse.  
les BPL ne sont pas un indicateur de design adéquat d'une étude, ni de sa réalisation ou de son interprétation. Toutes les études, qu'elles soient ou non BPL, doivent être considérées dans les revues de la littérature.

**Q19: Selon vous, quels sont les bénéfices les plus importants pour la société européenne générés par la législation de l'UE sur les produits chimiques et la législation apparentée aux produits chimiques ? (Une ou plusieurs réponses sont possibles)**

Réduction de l'exposition des consommateurs et des citoyens de manière générale aux produits chimiques toxiques, évitant, par conséquent, les dépenses de santé, la perte de productivité, etc.

,

Réduction de l'exposition des travailleurs aux produits chimiques toxiques, évitant, par conséquent, les dépenses de santé, la perte de productivité, etc.

,

Réduction des dommages causés à l'environnement et aux écosystèmes, évitant, par conséquent, les coûts de traitement de l'eau contaminée, la remise en état des pêcheries impactées, le nettoyage des terres contaminées, de compenser la pollinisation réduite des cultures, etc.

,

Stimulation de la recherche et de l'innovation, générant de nouveaux emplois, et améliorant la compétitivité de l'industrie chimique européenne en encourageant/soutenant la transition vers une chimie durable verte et une économie circulaire

**Q20: Selon vous, quels sont les coûts les plus importants supportés par la société européenne à cause de la législation de l'UE sur les produits chimiques et de la législation apparentée aux produits chimiques ? (Une ou plusieurs réponses sont possibles)**

Les coûts pour les autorités au niveau européen ,

Les coûts pour les autorités au niveau national ,

Les coûts pour les petites et moyennes entreprises

**Q21: Selon vous, laquelle des exigences légales suivantes du cadre législatif engendrent des coûts importants pour les entreprises (le cas échéant) ?**

Nous ne pensons pas que les coûts supportés par les entreprises pour se conformer à la législation de l'UE sur les produits chimiques soient importants

,

Autre (veuillez préciser)

Les entreprises qui fabriquent des substances et des produits sont responsables des impacts qu'ils peuvent avoir sur la santé ou l'environnement. Il est normal qu'elles assurent les coûts d'évaluation toxicologique et écotoxicologique; Les coûts sanitaires et environnementaux générés par la pollution par les substances chimiques sont à l'heure actuelle à charge de la société, et dépassent largement ce qu'il aurait coûté aux entreprises si elles avaient fait des analyses en amont. Par ailleurs, il est toujours moins coûteux de prévenir une pollution que de devoir y remédier.

**Q22: Y a-t-il des exigences spécifiques dans le cadre législatif européen qui engendrent des coûts particulièrement importants pour les autorités ?**

Je ne sais pas

**Q23: Dans quelle mesure le cadre législatif de l'UE a-t-il contribué à une réduction du nombre et/ou de l'utilisation de produits chimiques dangereux et/ou leur remplacement par des alternatives plus sûres ? (1= pas de contribution, 5= une grande contribution)**

Contribution du cadre législatif à une réduction du nombre et/ou de l'utilisation des produits chimiques dangereux et/ou leur remplacement par des alternatives plus sûres 3

**Q24: Dans quelle mesure le cadre législatif actuel de l'UE prend-il suffisamment en compte les nouveaux domaines de préoccupation, par exemple ceux qui résultent des progrès de la science et de la technologie ? (1= les nouveaux domaines de préoccupation ne sont pas suffisamment pris en compte, 5 = les nouveaux domaines de préoccupation sont suffisamment pris en compte)**

Les nouveaux domaines de préoccupation sont suffisamment pris en compte par le cadre législatif 2

Veuillez fournir des commentaires.

les nanomatériaux, les perturbateurs endocriniens, les effets cocktails, les fenêtres de vulnérabilité, etc. sont insuffisamment couverts à l'heure actuelle

## PAGE 8: Cohérence

**Q25: Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord avec les énoncés suivants qui concernent les dispositions relatives aux produits chimiques des textes de loi européens qui relèvent de la portée de ce bilan de qualité.**

Le cadre législatif européen sur les produits chimiques comporte des lacunes et des chaînons manquants D'accord

Il existe des chevauchements dans le cadre législatif européen sur les produits chimiques Pas d'accord

Le cadre législatif européen sur les produits chimiques a des contradictions intrinsèques D'accord

**Q26: Veuillez indiquer toute incohérence (lacune ou chaînon manquant, chevauchement, contradiction, etc.) entre les divers textes législatifs qui relèvent de la portée de ce bilan de qualité. Veuillez ne prendre en considération que les aspects relatifs à l'identification des dangers, à l'évaluation des risques, et à la gestion des risques de produits chimiques. La liste des textes législatifs qui relèvent du champ d'application de ce bilan peut être consultée ici.**

Lacune(s) ou chaînon(s) manquant(s) définition de normes d'émissions de polluants dans l'air intérieur, matériaux en contact avec l'alimentation, textiles, etc.

Contradiction(s) législation sur les nanomatériaux (textes, définitions, approches contradictoires)

**Q27: Veuillez indiquer toute incohérence (lacune ou chaînon manquant, chevauchement, contradiction, etc.) entre les textes législatifs qui relèvent de la portée de ce bilan de qualité et tout autre texte législatif que vous considérez comme pertinent en ce qui concerne la réglementation et la gestion des risques relatifs aux produits chimiques.**

*Respondent skipped this question*



**Q28: Le règlement CLP permet la communication des risques aux travailleurs et aux consommateurs via les divers éléments d'étiquetage, y compris les mentions d'avertissement, les pictogrammes, les mentions de danger et les conseils de prudence. (1= pas efficace ; 5= très efficace)**

Dans quelle mesure les étiquettes sont-elles efficaces pour communiquer les dangers aux travailleurs ? 4

Dans quelle mesure les étiquettes sont-elles efficaces pour communiquer les dangers aux consommateurs ? 4

**Q29: Est-ce que les classes de danger dans le règlement CLP couvrent tous les dangers pertinents ?**

Dangers environnementaux Non

Dangers physiques Oui

Dangers concernant la santé Non

Si vous avez répondu non, veuillez indiquer quelles classes ne sont pas couvertes. environnement: pas de classe pour les PBT ou les perturbateurs endocriniens santé: pas de classe pour immunotoxique, neurotoxique ou perturbateur endocrinien

**Q30: Dans quelle mesure le soutien offert aux entreprises via des documents d'orientation formels et les services nationaux d'assistance est-il efficace ? (1= pas efficace ; 5= très efficace)**

Documents d'orientation Je ne sais pas

Services nationaux d'assistance Je ne sais pas

Soutien des associations professionnelles/industrielles Je ne sais pas

Autre (formation, conférences, etc.) Je ne sais pas

**Q31: Dans quelle mesure le règlement CLP est-il appliqué de manière harmonisée dans tous les États membres ?** Je ne sais pas

**Q32: Dans quelle mesure les éléments actuels relatifs aux critères de classification du règlement CLP sont-ils satisfaisants ? (1= pas satisfaisants ; 5= très satisfaisants)**

Facilité d'application pour les responsables Je ne sais pas

Pertinence des critères et des méthodes de classification pour les substances Je ne sais pas

Pertinence des critères et des méthodes de classification pour les mélanges Je ne sais pas

L'harmonisation internationale par le Système général harmonisé (SGH) Je ne sais pas

**Q33: Le règlement CLP est révisé sur une base régulière en fonction des progrès techniques. Est-ce que les périodes transitoires sont adéquates pour mettre en œuvre les critères nouveaux ou révisés de classification ?** Je ne sais pas

**Q34: Dans quelle mesure les éléments actuels relatifs aux procédures de classification et d'étiquetage harmonisés (CLH) sont-ils satisfaisants ? (1= pas satisfaisants ; 5= très satisfaisants)**

Transparence des procédures	Je ne sais pas
Consultation des parties prenantes	Je ne sais pas
Qualité des données et des informations connexes	Je ne sais pas
Rapidité de la procédure	Je ne sais pas

---

**PAGE 10: Partie V : Autres commentaires**

---

**Q35: Si vous avez d'autres commentaires qui sont pertinents pour cette consultation publique, insérez-les ici.**

*Respondent skipped this question*

---